



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT

Direction de la Citoyenneté et de la Légalité
Pôle des Collectivités Territoriales et de la Démocratie Locale
- Associations -

03.84.57.16.96

Le numéro W901000504
est à rappeler dans toute
correspondance

Récépissé de Déclaration de MODIFICATION
de l'association n° W901000504

Ancienne référence
de l'association :
0901002786

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

Le Préfet du Territoire de Belfort

donne récépissé à **Monsieur le Président**
d'une déclaration en date du : **19 janvier 2023**
faisant connaître le(s) changement(s) suivant(s) :

SIEGE

dans l'association dont le titre est :

LA CAPONNIERE- FEDERATION POUR LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE MILITAIRE FORTIFIE

dont le nouveau siège social est situé : Site Bartholdi - Bureau 113
10 rue de Londres
90000 Belfort


Décision(s) prise(s) le(s) : **16 janvier 2023**

Pièces fournies : Procès-verbal

belfort, le 24 janvier 2023

Le Préfet

**Pour le Préfet et par délégation,
La chef de section, démocratie locale**


AKILA GUITTOUM

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5.6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.